

Communiqué du gouvernement fédéral allemand (Bonn, 19 janvier 1974)

Légende: Le 19 janvier 1974, le gouvernement de Bonn publie un communiqué de presse au sujet du retrait du franc français du serpent monétaire européen.

Source: Bulletin de l'Office de Presse et d'Information du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. 23.01.1974, n° 3; 21e année. Bonn: Office de Presse et d'Information du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. "Communiqué du gouvernement fédéral allemand", p. 13.

Copyright: (c) Office de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

URL: http://www.cvce.eu/obj/communique_du_gouvernement_federal_allemand_bonn_19_janvier_1974-fr-c4a36cad-7969-43ab-a94b-12e406cb1f36.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

<t1>Communiqué du gouvernement fédéral allemand (Bonn, 19 janvier 1974) /t1></t1>

Au cours d'une visite-éclair à Bonn le 19 janvier, le ministre français de l'Economie et des Finances, M. Valéry Giscard d'Estaing, a informé personnellement son collègue allemand, M. Helmut Schmidt, qui est actuellement président du Conseil des ministres des Finances de la Communauté européenne, de la décision du gouvernement français de cesser son intervention en vue du maintien de la marge de fluctuation entre le franc et les autres devises de la Communauté. Le ministre français a remis ensuite au chancelier Brandt un message du président Pompidou. C'est ce qu'a annoncé le porte-parole gouvernemental allemand, M. Armin Grünewald, à l'issue de la rencontre. Il a également ajouté à ce sujet:

«Le gouvernement fédéral déplore que le gouvernement français se soit lui aussi vu contraint de laisser sortir sa monnaie du groupe des devises de la Communauté (appelé aussi le «serpent»). Il comprend toutefois cette décision compte tenu des événements graves survenus sur les marchés pétroliers et de leurs répercussions inévitables également sur la balance des paiements française. Le ministre français de l'Economie et des Finances, M. Valéry Giscard d'Estaing, a exposé à M. Schmidt les raisons qui ont conduit la France à refuser une assistance monétaire de trois milliards de dollars proposée par la République fédérale.

«Le gouvernement fédéral espère que le franc français ne s'écartera pas trop des devises auxquelles il était lié auparavant, et il se félicite de l'intention du gouvernement de revenir aussi rapidement que possible à la situation antérieure.

Le gouvernement fédéral est disposé à maintenir l'union monétaire; il l'a fait savoir aux gouvernements des pays du Bénélux et du Danemark »